



DYNAMIQUE MONDIALE DES JEUNES (DMJ)

WORLD DYNAMICS OF YOUNG PEOPLE (WDYP)

Ensemble pour changer le monde - Together to change the world

Mobiliser les jeunes pour la pleine réalisation de leur potentiel pour faire du jeune un acteur du changement

TERMES DE REFERENCE POUR LA REALISATION DE LA LECTURE CRITIQUE ET COMPARATIVE DES RAPPORTS DU PROCESSUS DE L'INITIATIVE POUR LA TRANSPARENCE DANS LES INDUSTRIES EXTRACTIVES (ITIE) PRODUITS PAR LE CAMEROUN DEPUIS SON ADHESION A CETTE INITIATIVE EN 2005.

A. Contexte et justification

Le Cameroun a adhéré à l'Initiative pour la Transparence dans les Industries Extractives (ITIE) en mars 2005. L'ITIE vise une meilleure transparence par la publication des paiements des taxes et impôts des sociétés en activité dans le secteur extractif, et la divulgation par les institutions gouvernementales et administrations publiques, des recettes provenant de ces sociétés. Elle vise à favoriser une meilleure gestion des ressources dans les pays riches en pétrole, gaz et ressources minérales afin de réduire les risques de corruption et de détournement des fonds issus de l'exploitation.

La mise en œuvre de l'ITIE appelle à la coopération entre les gouvernements, les entreprises du secteur extractif, les groupes de la société civile, les investisseurs et les organisations internationales.

En mai 2013, la norme ITIE a été revue. Cette révision est inspirée et motivée par le besoin pour les pays mettant en œuvre l'ITIE de s'approprier les efforts nationaux en matière de réformes nécessaires. La nouvelle norme qui encadre aujourd'hui l'initiative met un accent sur une meilleure transparence et la redevabilité. Les exigences qui portent sur les plans de travail nationaux afférents à l'ITIE sont organisées de manière à garantir que les déclarations ITIE soient mieux ancrées sur les priorités et les réformes nationales.

Pour faciliter la compréhension et l'utilisation des rapports ITIE, une nouvelle exigence a été introduite. Elle stipule que les rapports ITIE devront désormais contenir des informations contextuelles sommaires concernant : le régime fiscal, le cadre contractuel, la production, les procédures d'octroi de licences, et la répartition des revenus et des dépenses. L'objectif recherché est que les citoyens intéressés puissent facilement lire une synthèse d'informations qui les aidera à contribuer de façon plus éclairée à un débat national sur la gestion des ressources extractives.

Dans cet esprit, la nouvelle norme ITIE encourage les principales parties prenantes à mettre les contrats et les conventions signés entre les gouvernements et les industries extractives à la disposition du public pour renforcer la transparence. La présidente de l'ITIE, Madame Clare Short a déclaré à ce propos que : "La norme ITIE offre une plateforme aux gouvernements, industries et société civile pour collaborer à fournir des informations de haute qualité devant enrichir le débat public et la politique des réformes. Une meilleure transparence et une plus grande redevabilité sont essentielles pour s'assurer que les industries extractives peuvent promouvoir le développement économique équitable et la réduction de la pauvreté."

Récépissé déclaration N° 000 471 / RDA/J06/BAPP

WDYP/DMJ BP 31 564 Yaoundé – Cameroun Tél. : 00 237 22 31 01 45

E-mail : wdypcm@yahoo.fr

<http://www.worldyoungpeoplecm.org>

Code Pador UE No. CM-2012-CNS-18 10346473 / Membre Youth Non Violence (YNV) France / US- D&B DUNS No.85-052-1244

La nouvelle norme couvre donc désormais toutes les informations contextuelles entre les entreprises et le gouvernement. Le champ de couverture va ainsi des licences et contrats à la gestion des dépenses en passant par le suivi de la production, la collecte des taxes et la distribution des revenus. Les groupes multipartites doivent donc veiller à ce que toutes ces informations soient contenues dans les rapports ITIE pour susciter une prise de conscience et un débat public au sein de la population sur la manière dont le pays devrait gérer ses ressources. Car, la transparence crée une dynamique dans la mesure où ce ne sont pas les ressources qui constituent le problème, mais plutôt les comportements des hommes. C'est pourquoi ce qui est important dans l'ITIE, c'est la façon dont les pays eux-mêmes s'en servent. D'où cette interrogation de savoir comment la transparence peut conduire à des changements notables au Cameroun ?

Pour répondre à cette interrogation, la Dynamique Mondiale des Jeunes (DMJ) a entrepris de réaliser une analyse comparative et critique de tous les rapports produits par le gouvernement camerounais à travers son Comité de suivi de la mise en œuvre de l'ITIE. Cette analyse mettra en relief les principales constatations et les recommandations ainsi que les actions effectivement menées pour corriger les faiblesses du système et assurer que le commun des citoyens est mieux éclairé sur la finalité de l'ITIE et sur les ouvertures possibles qu'offrent les rapports ITIE pour développer des idées et argumentaires permettant de participer raisonnablement au débat à l'échelle nationale.

B. Objectifs de l'analyse critique et comparative des rapports ITIE.

1. Objectif global

L'objectif de la réalisation d'une lecture critique et comparative des rapports ITIE du Cameroun est d'amener les citoyens à lire ces rapports de façon critique et à analyser le contenu en vue de la satisfaction de leurs propres attentes et leur prise de conscience actuelle et future en matière de gestion des ressources extractives.

2. Objectifs spécifiques

Cette activité part du principe que les rapports ITIE doivent permettre de susciter un débat public national sur les conclusions et recommandations y contenues, ce qui suppose :

- i. de faire une analyse avec du recul, en cherchant les défauts éventuels mais aussi les limites, les implications, l'utilité de ces rapports pour l'amélioration de la gouvernance, la réduction de la pauvreté, la lutte contre la corruption et les détournements des fonds dans le secteur extractif.
- ii. d'émettre une opinion objective sur la pertinence et l'efficacité des données contenues dans le rapport à pouvoir provoquer le débat comme cela est voulu.

C. Résultats attendus

Un document d'analyse relevant toutes les préoccupations liées aux aspects soulevés par les objectifs spécifiques ci-dessus énoncés devra être produit de sorte que le citoyen puisse s'en

inspirer pour facilement lire les prochains rapports ITIE et les utiliser pour amener le gouvernement à rendre des comptes.

D. Esquisse de définition du contenu de l'analyse

La présentation du contenu de l'analyse est laissée à la liberté de l'analyste selon les critères d'analyse qu'il définira. Toutefois, ces critères devraient tenir compte des aspects soulevés par les objectifs de l'activité.

- Qu'attendent les populations/les citoyens de la gestion des ressources du secteur extractif ?
- Les rapports ITIE permettent-ils de satisfaire à ces attentes ?
- Que doivent savoir les citoyens de la gestion actuelle du secteur extractif ?
- Pourquoi doivent-ils le savoir ?
- Quels sont les défauts éventuels mais aussi les limites, les implications, l'utilité des rapports ITIE pour l'amélioration de la gouvernance, la réduction de la pauvreté, la lutte contre la corruption et les détournements des fonds dans le secteur extractif. ?
- Les données et informations contenues dans les rapports ITIE sont-elles pertinentes et efficaces pour pouvoir provoquer le débat comme cela est voulu ?
- Quels sont malgré tout les mérites de ces rapports ITIE dans le contexte camerounais?

E. Méthodologie du travail

Ce travail consiste prioritairement en une analyse documentaire. Toutefois, l'analyste est libre d'apporter d'autres valeurs ajoutées. Le rapport de cette analyse fera l'objet d'un atelier de présentation. A l'occasion, les recommandations du rapport non encore réalisées seront identifiées pour servir d'axe d'orientation des positionnements qui seront déclarés au terme de l'atelier en vue d'interpeller le gouvernement sur l'état de la question.


F. Financement.

La mission d'analyse critique est financée par l'Union Européenne à travers le Programme d'Appui à la Société Civile (PASC) dans le cadre du projet intitulé « Renforcement de l'action engagée de la société civile dans la mise en œuvre de l'Initiative de transparence dans les industries extractives (ITIE) »

G. Délai

L'analyse devrait être finalisée au plus tard le 25 novembre 2013. Sa publication est prévue en début du mois de décembre 2013 en fonction des possibilités financières.

L'atelier de validation pourrait à cet effet se dérouler entre le 25 novembre et le début du mois de décembre 2013.



Dupleix Kuenzob Pedeme
Secrétaire Exécutif, DMJ